Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 134 (1989)
Heft: 10

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344953

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Dans le grand tohu-bohu d'Europe orientale, il y a tout de même une constante, un point fixe: l'appartenance au Pacte de Varsovie. La Hongrie peut bien s'avancer vers le pluralisme politique et défier Berlin-Est en laissant, contrairement à ses engagements, les Allemands de RDA transiter vers la République fédérale via l'Autriche; la Pologne peut bien se doter d'un gouvernement dirigé par Solidarité, gouvernement dans lequel le parti communiste, laissant autrui traîner le boulet d'une économie qu'il a ruinée, garde cependant les ministères stratégiques de la Défense, de l'Intérieur et des Transports. Dans l'un et l'autre cas, les obligations militaires concrétisées par le Pacte, autrement dit l'allégeance au système organisé, commandé et armé par l'URSS, restent maxime d'Etat, et il n'est pas question de s'en dégager.

Du point de vue qui nous intéresse ici, il y a là un élément capital de l'appréciation de la situation. Car il indique que, à supposer que certains rêvent d'un statut de neutralité, comme la Hongrie en rêva en 1956, tous les pays de l'Est européen ont bien compris que la perestroïka n'avait pas aboli, sur le plan militaire, la doctrine de la souveraineté limitée. Le réalisme oblige donc les Occidentaux à reconnaître que, malgré ses embarras actuels, l'Union soviétique conserve, dans tout son empire, une totale liberté d'action stratégique.

Cette constatation n'enlève évidemment rien de son intérêt à la négociation multiforme sur le désarmement, au contraire. C'est ainsi que, en renonçant, fin septembre, à faire de l'abandon du programme américain de défense dans l'espace la condition préalable de tout accord sur la réduction des armements nucléaires intercontinentaux, le Kremlin, faisant de nécessité vertu, a réveillé l'optimisme. Mais, cela étant reconnu, il faut bien constater que, tant dans la surenchère à laquelle se livrent Washington et Moscou – en dernier lieu à propos des armes chimiques – qu'en ce qui concerne les calculs d'apothicaire que l'OTAN et le Pacte de Varsovie échangent à propos des forces classiques, on en est toujours aux propositions, non aux décisions, celles-ci n'ayant effectivement touché jusqu'ici que le démantèlement, en voie d'achèvement, des euromissiles.

Les faits donc, demeurent déterminants, et l'on n'est pas surpris de les trouver parfois en désaccord avec les intentions affichées. Les exemples ne manquent pas. Ainsi, début juillet, M. Gorbatchev lance dans les jambes des Occidentaux une offre de réduction unilatérale de son arsenal d'armes nucléaires «du champ de bataille», à condition que l'OTAN entre en négo-

ciation sur ce type d'engins. Or l'OTAN ne peut accepter, parce qu'elle resterait sans capacité de dissuasion face à la supériorité des armements classiques de l'URSS. Dans le même temps, les Occidentaux constatent que la perestroïka n'a pas empêché les usines soviétiques de sortir en deux ans plus de blindés, de canons et d'avions que la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne n'en possèdent en tout, et que, l'année dernière, l'armée rouge a mis en service, le long du rideau de fer, 300 nouveaux chars T-80, 500 nouvelles fusées de DCA, et remplacé, par des Mig-29 et des Sukhoi-27, 350 de ses anciens avions de combat. Et, fin août, le secrétaire américain à la Défense notait sans joie que l'URSS améliorait qualitativement tous ses moyens nucléaires stratégiques. A l'autre bout du monde, le livre blanc de l'Agence japonaise de défense dénonçait, au début de septembre, la modernisation et la concentration, dans les régions proches de l'archipel nippon, des forces soviétiques, ce qui amène Tokyo à augmenter son budget militaire.

Dans l'autre camp, le Pentagone, malgré les coups de lime du Congrès, poursuit un effort qui paraît compter plus sur les vertus de la technologie (missiles nucléaires mobiles, bombardier «invisible») que sur l'efficacité dissuasive des hommes sur le terrain, le terrain européen en particulier. Ce qui serait logique si les alliés des Etats-Unis sur le Vieux Continent pouvaient et voulaient renforcer leur garde. Or, ces alliés sont tous, peu ou prou, confrontés à des problèmes d'effectifs et de modernisation. De là des plans de «restructuration», notamment en France, en Allemagne et en Italie, dont il est difficile de prévoir s'ils déboucheront sur une véritable augmentation de la puissance défensive.

*
* *

Hors d'Europe, les conflits que les Américains disent «de basse intensité» se présentent généralement comme des feux bien circonscrits mais mal éteints. Au Cambodge, le dernier soldat vietnamien a officiellement repassé la frontière le 26 septembre, près de onze ans après l'invasion du pays alors dominé par les Khmers rouges. (En fait, il faut parler de la seconde invasion. Car, dans les années 60, sous le règne de Sihanouk, l'armée de Giap, alliée de ces mêmes Khmers rouges, utilisait librement le territoire cambodgien pour bâtir ses offensives contre le Vietnam du Sud.) Mais, derrière eux, les Vietnamiens laissent, de leur propre aveu, quelques dizaines de milliers de «colons», auxquels il faut ajouter, selon la Résistance, autant de combattants travestis en soldats de Phnom Penh. De toute façon, il n'y avait personne pour contrôler le retrait vietnamien, retrait qui s'opère sans que rien ne soit réglé quant au sort futur du Cambodge. Ce qui est en revanche certain, c'est que

les Khmers rouges, toujours approvisionnés en armes chinoises, n'ont pas attendu le départ du dernier *bo doi* pour accentuer leurs attaques contre les forces gouvernementales et, subsidiairement, contre les autres fractions – sihanoukistes et nationalistes – de la Résistance khmère. La guerre, redevenue «civile», se poursuit donc et, selon son évolution, elle pourrait déboucher aussi bien sur une «réconciliation» entre des adversaires épuisés, mais qui se détestent, que sur un retour de l'armée de Hanoï.

*
* *

Mi-juillet, M. Rajiv Gandhi a rendu visite à Mme Benazir Bhutto. C'était la première fois qu'un chef du Gouvernement indien retournait au Pakistan depuis 1960, et l'événement aurait dû faire du bruit. S'il n'a cependant guère éveillé d'écho hors de la région, c'est probablement parce que les deux interlocuteurs n'ont pas trouvé la solution de leurs sérieux différends politico-militaires: souveraineté disputée sur le Cachemire, affrontements armés, limités mais fréquents, sur le glacier de Siachen et parfois dans le Pendjab, soutien du Pakistan aux séparatistes sikhs, programme nucléaire pakistanais – militaire selon la Nouvelle-Delhi, civil selon Islamabad –, volonté d'hégémonie reprochée à l'Inde... On ignore ce que Mme Bhutto et M. Gandhi ont pu se dire d'un conflit extérieur, celui d'Afghanistan, qui les oppose aussi, l'Inde étant l'un des rares amis du régime de Kaboul alors que le Pakistan reste la base arrière de la Résistance.

Ce que l'on sait en revanche, c'est que les Pakistanais sont d'accord avec Washington pour dénoncer le soutien actif et constant que les Soviétiques donnent à l'armée de Najibullah, notamment en renouvelant et en améliorant ses moyens de combat. En août, Kaboul a annoncé lui-même la réception prochaine d'un lot de Mig-29 et de Sukhoi-27; en septembre, les Moudjahiddine signalaient l'installation, près de la capitale, de nouvelles fusées sol-sol de courte portée qui pourraient être des FROG-7, du type que les Soviétiques viennent précisément de remplacer par des SS-21 dans leurs divisions blindées d'Allemagne de l'Est...

Quoi qu'il en soit, et la Résistance ayant reçu pour sa part de quoi compenser les pertes matérielles subies dans sa malheureuse bataille pour Jalalabad, les combats se sont poursuivis tout l'été avec acharnement. Les tactiques ne changent guère: la Résistance coupe les routes, lance ses roquettes sur Kaboul, et multiplie les raids contre les centres urbains et les bases de l'ennemi; les gouvernementaux rouvrent les routes et, pour le reste, s'en remettent à la puissance destructrice de leurs bombardiers et de leurs missiles.

*
* *

Le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak est en vigueur depuis plus d'un an, mais le règlement de leur différend territorial n'a pas avancé d'une semelle, et l'animosité reste vive, et le verbe haut. Téhéran a menacé récemment de recourir à la force si les Irakiens n'évacuaient pas de bon gré ce qu'ils occupent encore de territoire conquis. Fanfaronnade? Peut-être, et même probablement. Il n'empêche que, dans un camp comme dans l'autre, l'effort de réarmement est intense. Cela n'annonce pas nécessairement une reprise des hostilités, mais en tout cas la volonté d'étayer la crédibilité de revendications contraires.

Pour l'heure, le golfe Persique et la Mésopotamie ne retiennent plus une attention toute portée sur le Liban. Pendant six mois, le «pays chrétien» a tenu bon sous les bombardements massifs des Syriens et malgré le blocus de ses ports. L'armée du général Aoun a rendu coup pour coup, et remporté une importante victoire défensive sur le verrou de Souk El Gharb. Mais, effectivement lâché par les Etats-Unis et par la France, dont les démonstrations navales restèrent sans effet parce que sans but, ignoré aussi d'Israël trop divisé pour agir au-delà de son intérêt immédiat, Aoun, affronté à un adversaire qui renforçait ses effectifs d'occupation et ses moyens matériels, a dû se résigner, pour mettre un terme au moins provisoire aux souffrances de ses compatriotes, au compromis élaboré par les mandataires de la Ligue arabe. Un compromis qui permettra peut-être à l'Etat libanais de retrouver un semblant d'existence politique, mais dont on ne peut attendre aucune stabilité durable. Car le malheur du Liban vient de l'occupation étrangère: palestienne, israélienne et, surtout, syrienne. Or la médiation arabe sanctifie cette occupation au lieu de l'abolir. L'Union soviétique, qui arme Damas, aurait évidemment tous les moyens de le contraindre à libérer le Liban. Mais ce n'est pas son intérêt...

*
* *

Au chapitre des tribulations africaines, il faut rappeler d'abord le coup d'Etat militaire qui, le 30 juin, a renversé le Gouvernement soudanais selon le plus classique des rituels. La chute de Sadek El Mahdi, qui était proche du Libyen Kadhafi, a été bien accueillie par l'Egypte, dont l'économie et la sécurité dépendent largement de ses relations privilégiées avec Khartoum. Reste à voir si le général El Béchir saura et pourra rétablir avec le colonel Garang, qui commande pratiquement les provinces équatoriales en rébellion endémique contre le pouvoir musulman, un contact susceptible de ramener le pays à une unité actuellement inexistante.

Pour sa part, le colonel Kadhafi a fait, en juillet à Bamako, ami-ami avec son vieil ennemi tchadien Hissène Habré. Les deux hommes sont convenus de négocier, avec arbitrage éventuel à la clé, le sort de la bande

d'Aouzou que les Libyens occupent depuis quinze ans dans l'extrême-nord du Tchad. Quand les raisins sont décidément trop verts... Plus significatif encore, le contact pris au début de septembre à Atlanta, sous l'égide de l'ancien président américain Jimmy Carter, entre les représentants du Gouvernement d'Addis-Abeba et ceux du Front populaire de libération de l'Erythrée. Les graves échecs subis depuis un an, et surtout ce dernier printemps, par les troupes de Mengistu, et la pression du Kremlin las d'investir argent, armes et conseillers dans une guerre sans espoir expliquent cette ouverture, que Washington ne pouvait qu'encourager. Là encore, il convient d'attendre les résultats. Mais on se rappellera que l'Erythrée n'est pas le seul front sur lequel l'armée gouvernementale se bat. La province éthiopienne du Tigré est elle aussi en pleine insurrection, et Mengistu est loin d'y avoir gagné la partie. Alors que son renfort cubain se retire sur la pointe des pieds.

*

* *

Avec un contingent cubain lui aussi réduit d'un tiers, l'Angola n'est pas sorti pour autant d'une guerre qui a survécu comme prévu à la rencontre du président Dos Santos et de Jonas Savimbi, le 22 juin au Zaïre. Les combats ont repris en août dans le sud-est du pays, où l'Unita affirme avoir repoussé une offensive massive des troupes gouvernementales. Ce qui est certain, c'est que Savimbi entend être mis sur pied d'égalité avec Dos Santos dans toute négociation future, et qu'il a les moyens d'y contraindre les étranges «médiateurs» qui le voyaient déjà s'exiler après avoir remis ses armes à l'armée angolaise. Même si, comme Fidel Castro en a proféré la menace, le retrait du corps expéditionnaire cubain devait se ralentir.

Au surplus, l'exécution du commandant en chef de ce corps indique que ledit Castro a quelques raisons de douter du loyalisme de ses officiers. Ce qui doit être plutôt gênant au moment où le Barbu, qui a pris ses distances avec les rénovateurs soviétiques, peut se demander à bon droit quel rôle M. Gorbatchev lui réserve dans la politique, encore assez trouble au demeurant, qu'il entend mener dans l'Amérique centrale en général et à l'égard du Nicaragua en particulier.

J.-J. C.